

Roumanie : les Roms oubliés de l'élection

Le deuxième tour de la présidentielle a lieu dimanche en Roumanie. La minorité rom se sent oubliée. Quasiment pas représentée au niveau politique, elle reste en marge de la société. Ici, une jeune femme montre sa carte d'électeur.



Page 2

Les Roms, les oubliés de l'élection en Roumanie

Alors que le deuxième tour de l'élection présidentielle en Roumanie a lieu ce dimanche, la minorité rom se sent oubliée. Peu représentée au niveau politique, elle reste en marge de la société.

Bucarest.
Correspondance

Ils sont une dizaine au coin du feu, à se réchauffer tant bien que mal. Depuis deux mois, une quinzaine de familles roms dorment dans des tentes installées sur le trottoir, devant leurs anciens logements. Mi-septembre, elles ont été expulsées d'un bloc de maisons qu'elles occupaient depuis vingt ans et sans réelle forme légale depuis 2007.

Pour rester en famille, ces Roms refusent d'aller dans les centres d'hébergement d'urgence proposés, mais réclament des logements sociaux. Le maire de leur arrondissement leur en a bien promis, mais pour l'année prochaine. « Et comment on fait en attendant ? se révolte Geana, 47 ans. Victor Ponta [candidat de gauche et favori dans les sondages] a dit qu'il nous aiderait, qu'il obligerait le maire à trouver une solution, mais pour l'instant on attend toujours. »

Une question trop clivante

Quand on leur demande lesquels d'entre eux sont allés voter au premier tour, tous lèvent la main. Nicoleta la première. Elle arbore fièrement sa carte tamponnée : « Je suis allée voter pour que les autorités voient qu'on connaît nos droits et nos devoirs et qu'on les applique, pas comme eux », répond, ferme, la jeune femme de 29 ans qui travaille dans un foyer pour enfants.

La plupart ont voté pour Victor Ponta car « c'est le seul qui parle de nous trouver des logements et surtout du travail ». Robert, seule voix



Pour rester en famille, ces Roms refusent d'aller dans les centres d'hébergement d'urgence proposés.

dissidente, a lui voté pour Klaus Iohannis, maire de Sibiu et candidat libéral : « Je suis allé dans sa ville et j'ai bien vu ce qu'il a fait là-bas pour les plus défavorisés. » Et sa grand-mère de conclure : « On ne croit plus en personne, qu'en Dieu. »

Dans cette campagne, les candidats n'ont en effet pas cru bon d'aborder le sujet. « Les Roms sont encore les grands absents du débat

électoral, car les candidats savent que c'est une thématique trop clivante », commente Petre Florin Manole, militant des droits de l'homme.

Un récent parti rom, emmené par Daniel Cioba, a pourtant conclu un accord électoral avec l'un des partis de la coalition qui soutient Victor Ponta, en tête dans les sondages, pour mieux répondre aux revendications des Roms en échange de leurs voix :

« Ce parti n'a pas de réel poids électoral et l'accord n'a pas été signé par Ponta directement, mais par un autre parti de l'alliance, donc ça ne l'oblige à rien », décrypte le militant. La minorité rom ne dispose que d'un seul élu au parlement roumain alors qu'elle représenterait entre 7 et 10 % de la population.

Ilioné SCHULTZ.